



M. BASRI.  
Au temps du procès de Marrakech.

pour le peuple l'exercice de sa souveraineté au moyen de l'élection d'une assemblée constituante. »

C'est là, en effet, un point sur lequel les résolutions du congrès marquent un certain recul par rapport aux positions antérieures.

Ce recul n'est-il que tactique ou annonce-t-il un changement de stratégie à l'égard du régime ? Probablement l'un et l'autre selon que l'on s'adresse à tel ou tel dirigeant, car la diversité de tendances est bien réelle au sein du parti.

A propos du sigle de l'organisation d'ailleurs, Basri déplore que le changement de dénomination ait précédé le congrès. A ses yeux, l'affirmation de l'option socialiste ne doit pas constituer un alibi. Elle doit être la sanction d'un débat sur les orientations et le programme et non un simple moyen de redorer une image de marque. Querelle de procédure, dira-t-on ! Peut-être, mais la commission administrative de l'U.N.F.P., soucieuse, à juste titre, d'en finir avec l'équivoque entretenue par le groupe dissident (Abdallah Ibrahim, Mahjoub Ben Seddik), n'aurait-elle pas dû attendre la sanction du congrès ? Toujours est-il que, pour positive que soit l'affirmation de l'option socialiste, cela ne règle pas pour autant le débat sur la nature du parti à mettre sur pied.

A.F.



# MOHAMED BASRI ET LE CONGRES DE L'U.S.F.P

PAR MEHDI YAKDHAN

● Pour un parti décimé par une répression permanente et pour des militants pourchassés et traqués des années durant, les retrouvailles à l'occasion d'un congrès solennel constituent un moment d'une poignante intensité. Pourtant, à Casablanca, le ton n'était point seulement à l'euphorie, car, pour un certain nombre de délégués, le congrès n'a pas été uniquement celui de la « clarté et de l'espérance » ; il a été aussi celui du déchirement.

Pour « sérieux, passionnés et enthousiastes » qu'ils aient été, les échanges et les débats n'ont pas dissipé le malaise dû à « l'absence de certains militants encore détenus ». 400 militants et cadres de l'U.N.F.P., aujourd'hui U.S.F.P., croupissent, en effet, encore dans les geôles du régime ; quand ils ont eu la chance de survivre aux interrogatoires poussés dont ils ont fait l'objet. C'est là l'un des problèmes primordiaux posés par Mohamed Basri, dans un mémoire rédigé à l'intention des congressistes mais qui ne fit point l'objet de débat public au cours de ce congrès. Le congrès a, d'ailleurs, demandé avec vigueur l'am-

nistie générale des détenus politiques sans exception.

Basri, l'un des plus prestigieux animateurs de l'A.L.N., a gardé, en dépit de l'exil et des tentatives d'isolement du pouvoir, un ascendant certain sur l'U.N.F.P. dont il a été l'un des fondateurs. Dans son substantiel mémoire du 11 octobre 1974 qui faisait suite à une lettre adressée à la commission administrative le 8 août 1974, le Fkih, comme on le surnomme, s'est gardé pourtant de prononcer des anathèmes définitifs.

En dépit des déclarations et des initiatives de certains de ses compagnons, il récuse d'une façon convaincante le subterfuge du pouvoir tendant à opposer « les militants de l'intérieur à ceux de l'extérieur » et il affirme avec netteté sa volonté de préserver l'unité de l'organisation car il sait que l'objectif du système est de scinder le parti en deux fractions : « les modérés d'un côté, les maximalistes de l'autre »...

« Finalement, le but visé par le pouvoir est d'empêcher, une fois pour toutes, la remise en cause de sa légitimité et de faire renoncer le parti à revendiquer

## Trois thèmes

C'est cette question qu'aborde Basri au terme d'un violent et pénétrant réquisitoire contre la féodalité et ses alliés, le *maghzen*, les compradores et le néo-colonialisme.

Ce réquisitoire s'articule autour de trois thèmes.

Incapable de se transformer par ses propres moyens, la féodalité est inapte à résoudre les problèmes nationaux et elle ne peut se démocratiser de son propre gré.

« Le patriote conséquent en arrive à la conclusion évidente qu'il n'y a d'autre issue pour sortir d'une telle situation que la lutte sans merci. Cela implique la mise sur pied d'une avant-garde dotée d'une organisation adéquate qui s'engagerait à assumer la défense des intérêts des exploités parmi le peuple : ouvriers, paysans, petits et moyens commerçants, artisans, cadres civils et militaires prêts à mener la bataille. C'est la classe ouvrière et la paysannerie qui effectivement représentent le capital inépuisable qui alimente la lutte... »

Affirmée par le congrès de 1962, approfondie par Mehdi Ben Barka, cette « option révolutionnaire » pour la cristallisation d'une avant-garde combattante n'a pu se concrétiser sur le terrain.

La répression y a sans nul doute une large part et les adversaires de Basri ne manqueront pas de lui reprocher d'en

Suite page 31 ►

# Maroc

► Suite de la page 16

minimiser la portée et les conséquences.

Pourtant, le constat autocritique des amis de Basri ne laisse point indifférent : « Notre parti a dégénéré en parti populiste. La majorité de la direction ne s'est pas forgée dans l'action militante... et nous devons même avouer que nous avons souvent agi avec la mentalité de défaitistes qui ont peur d'être dépassés par les événements. »

Jugement d'une extrême sévérité mais qui est à la mesure de l'enjeu : « Nous n'avons cessé de transférer les crises du régime, de les entretenir et de leur permettre de se développer dans nos rangs. Chaque fois que nous nous sommes trouvés acculés par les événements, nous nous sommes rabattus en catastrophe vers les mêmes tentations : dissolution du parti, modification de son appellation, alliances occasionnelles, pourparlers avec le pouvoir... »

## Le problème du Sahara

C'est de ce point de vue qu'est dénoncée la double stratégie, légaliste-révolutionnaire, qui a ouvert la voie « aux dérobades et aux abandons dans les moments difficiles et a abouti à la pratique du double jeu ».

La critique de cette ligne rejoint l'analyse développée par les partisans de Basri concernant l'attitude adoptée par le parti sur le problème du Sahara. Abderrahim Bouabid, tout comme Ali Yata, dirigeant communiste du P.P.S., s'étaient, en effet, rendus dans un certain nombre de capitales étrangères pour plaider le dossier des revendications territoriales marocaines.

« C'est, répond Basri, faire fi de l'histoire que de croire un seul moment que la féodalité puisse assurer la direction d'un mouvement authentique de libération » (1). Se plaçant dans une perspective unitaire maghrébine et arabe, les partisans de Basri préconisent une action de concertation et de mobilisation inter-maghrébine « qui doit s'inscrire dans le

(1) Les militants de la nouvelle extrême-gauche (marxiste-léniniste) du groupe « Ilal Amam » (« En avant ») du nom de leur publication clandestine ont, eux aussi, adopté une attitude de défiance à l'égard de l'offensive du Palais. Ils font l'objet d'une farouche répression. Plusieurs dizaines d'entre eux, livrés aux tortionnaires des services marocains de sécurité, croupissent dans des conditions alarmantes au fond des geôles.

cadre de l'élaboration des étapes de l'unité du Maghreb arabe sur des bases populaires. Du même coup le problème des populations sahariennes et de leur sort serait résolu et la question de la création au Sahara d'un Etat indépendant ou non n'aurait plus de sens. Dans ce cadre de lutte de libération populaire avec ses perspectives unitaires, le rôle des populations sahariennes, du fait de la parfaite connaissance de leur zone, serait d'une importance capitale et constituerait une sorte de fer de lance dans ce combat de libération. »

De longs passages du mémoire sont d'ailleurs consacrés à la dimension arabe de la lutte du peuple marocain. A l'heure des micro-nationalismes florissants, et du renforcement des réflexes insulaires qui masquent mal les compromissions néo-coloniales, ce rappel, ou plutôt cet appel, est, à bien des égards, exemplaire. Il s'agit en tout cas d'une pièce essentielle versée par Basri au débat au sein de l'opposition progressiste et révolutionnaire marocaine.

Qu'il s'agisse du rapport paysannerie-classe ouvrière, du diptyque « réformisme et révolution », du rôle des intellectuels, de « l'intégration de l'avant-garde et des masses », Basri apporte dans son mémoire des éléments de réponses qui ne peuvent laisser indifférents, même quand ils sont discutables ou insuffisants, les militants révolutionnaires attentifs aux mutations et à la radicalisation de la pensée nationaliste classique.

Le mémoire de Basri ne se présente donc pas comme constat uniquement polémique et négatif. Il donne, à l'évidence, un éclairage nouveau au débat en cours au sein de la gauche marocaine et esquisse des perspectives de lutte qui ne sont pas nécessairement incompatibles avec les options de la grande majorité des militants de l'U.S.F.P.

« Nous avons tout intérêt, précisent les partisans de Basri, à donner une importance primordiale à l'ouverture avant tout sur les groupes progressistes et révolutionnaires. L'expérience nous enseigne qu'il existe, en dehors de l'U.N.F.P., des forces animées des mêmes idéaux que nous et convaincues de la nécessité de mettre sur pied un appareil au service de l'option révolutionnaire afin de conquérir par la violence la légitimité populaire. Les événements du 15 juillet 1971, puis ceux du 16 août 1972 ont montré que ces forces existent jusque dans les rouages du pouvoir, en particulier au sein de l'armée. Aussi devons-nous élargir les perspectives de notre engagement pour gagner à nous ces forces et en faire un ensemble cohérent aux côtés de nos organisations parmi les ouvriers, les paysans, les petits et moyens commerçants, les intellectuels révolutionnaires et les soldats.

Cela ne signifie pas que nous appe-



MEHDI BEN BARKA.  
Toujours vivant.

lions aux putschs pour renverser le régime. Mais pour autant, il est inconcevable que nous soutenions le régime actuel sous prétexte qu'il reste préférable à des coups d'Etat dont nous ignorons la couleur... »

Aussi, doit-on commencer, disent-ils, par régler d'abord d'une manière sérieuse la crise du parti. Ce point acquis, on devrait envisager, dans un second temps, l'ouverture sur les autres forces révolutionnaires. Lorsque enfin le moment sera venu, c'est-à-dire quand les conditions objectives et conjoncturelles auront été remplies, il serait possible d'étendre alors l'ouverture aux autres forces nationales qui combattent à leur manière la féodalité et le colonialisme et d'envisager, si les circonstances l'exigent, une alliance nationale et démocratique.

## Blanquisme ?

C'est dire combien sont malveillantes et dénuées de fondements les accusations de « blanquisme » lancées sous des formes diverses non seulement par le pouvoir, cela est bien normal, mais aussi par des militants de l'opposition à l'encontre d'un homme auquel les faits ont jusqu'ici donné raison dans son attitude de défiance et de rupture à l'égard du régime marocain.

Est-il, pour autant, juste de nier, en dépit de ses limites, l'apport de ce congrès et d'en rejeter en bloc les décisions et les acquis ? Basri s'est jusqu'ici gardé de le faire, car il n'ignore ni les épreuves qu'ont subies dans le passé bien des participants à ce congrès, ni la ferme détermination et le courage des principaux dirigeants qui y ont été élus.

Réformistes ? Par nécessité peut-être, mais par tempérament et par conviction ils ne sont point hommes à opter pour... « les voies royales ».

MEHDI YAKHDAN